



Exploitation des organes de fœtus avortés : financée par l'argent des contribuables !



Judicial Watch publie des révélations sur l'éviscération de fœtus à des fins de « recherche » et de fabrication de vaccins. En tête de liste, se trouve le « Pape du Covid » américain Antoni Fauci, directeur d'un département de recherche au ministère américain de la Santé. Le tout financé par l'argent des contribuables.

L'utilisation de l'argent des contribuables pour soutenir des groupes qui pratiquent le trafic d'organes sur des bébés avortés, ressemble à une histoire d'horreur qui fait froid dans le dos.

En août 2021, Judicial Watch, une fondation visant à garantir des normes éthiques et morales élevées, a publié ses révélations sur des faits précis. Par décision judiciaire, Judicial Watch a obtenu la divulgation de documents compromettants de l'autorité sanitaire américaine « Health and Human Services », ou HHS. Sur 252 pages, il est prouvé quelles pratiques ou quels crimes ont été commis pendant 10 ans, entre autres à l'université de Pittsburgh, avec des fonds du National Institutes of Health (NIH), un département de recherche du ministère américain de la santé. Le « Pape du covid » Anthony Fauci y est directeur du département de régulation immunitaire.

Anthony Fauci, le célèbre conseiller présidentiel et gouvernemental, et non des moindres, a, pendant dix ans, fait dépenser environ trois millions de dollars de l'argent des contribuables pour, entre autres, prélever des tissus sur des bébés matures, avortés juste avant la naissance et parfois encore vivants. Une demande de l'université de Pittsburgh, rendue publique, a révélé que son centre médical visait au moins cinq dissections de fœtus par semaine. Les fœtus étaient âgés de 6 à 42 semaines, c'est-à-dire certains se trouvaient encore juste avant la naissance. Les échantillons de tissus ont été prélevés « en période d'ischémie chaude », c'est-à-dire directement sur le corps vivant des fœtus. Pour ce faire, les cliniques de planning familial, les maternités et les pathologistes ont collaboré avec le lobby de l'avortement de Planned Parenthood [parentalité planifiée], qui se prétend à but non lucratif. Planned Parenthood, qui s'appelait auparavant American Birth Control League (Alliance pour le contrôle des naissances), est cofinancé par l'UE. En mai 2021, Judicial Watch a également publié des documents de la FDA, l'agence américaine des médicaments, responsable de l'octroi de licences, c'est-à-dire de l'autorisation de nouveaux vaccins. Selon ces documents, l'autorité sanitaire américaine (HHS) a dépensé des milliers de dollars de l'argent des contribuables pour des tissus fœtaux de la société californienne ABR [en français: ressources avancées en sciences de la vie]. ABR collabore avec les cliniques d'avortement de Planned Parenthood pour le prélèvement d'organes. Une pensée effrayante: dans cette soi-disant science biologique avancée, les ressources pourraient très bien provenir de bébés éviscérés. En effet, le Center for Medical Progress [journalistes d'investigation chargés de surveiller l'éthique et les progrès de la médecine] a rapporté, preuves à l'appui, que des bébés nés vivants sont également éviscérés. Jon Dunn, employé du Planned Parenthood, aurait ainsi admis dans une vidéo avoir vu des embryons nés vivants pour les laisser mourir ensuite. Le simple fait que

l'argent des contribuables, l'argent pour lequel on travaille tous les jours, soit utilisé pour une telle recherche qui méprise la vie, cela fait froid dans le dos. Mais ce n'est pas tout. Une lettre du Vatican datée de décembre 2020 confirme que des lignées cellulaires provenant de tissus d'avortements ont été utilisées dans le processus de recherche et de production des vaccins Covid-19. En d'autres termes, des cellules fœtales ont été utilisées pour la production de vaccins à vecteur viral contre le Covid19 [vaccins contenant des particules virales de transport pour introduire du matériel génétique dans des cellules cibles], comme c'est le cas chez AstraZeneca et Johnson & Johnson. Le vaccin imposé à toutes les nations comme un remède indispensable, qui a en outre rapporté des milliards de bénéfices, repose en clair sur la mort misérable de bébés innocents et sans défense. Et cette pratique qui méprise la vie se nomme science et médecine avancées.

Les instigateurs et les institutions qui acceptent de tuer des bébés et qui s'enrichissent grassement de leur mort doivent être déclarés coupables d'homicide par tous les tribunaux du monde et les responsables doivent être condamnés à rembourser tous les bénéfices réalisés.

de abu./avr.

Sources:

<https://philosophia-perennis.com/?s=American+Horror+Story%3A+F%C3%BCnf+Babys+in+der+Woche+f%C3%BCr+Forschungszwecke+ausgeweidet>

<https://www.judicialwatch.org/hhs-documents-organ-harvesting/>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#SanteMedecine - Santé et médecine - www.kla.tv/SanteMedecine

#Vaccination-fr - Vaccination - oui ou non ? Faits et arrière-plans - www.kla.tv/Vaccination-fr

#Avortement - www.kla.tv/Avortement

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.